

ARRETE SUR LA REGLEMENTATION DE LA PUBLICITE

A CARCASSONNE

Le Maire de la Commune de Carcassonne, Chef-Lieu du Département de l'Aude ;

VU le code des Communes ;

VU la loi 79 1150 du 29.12.1979 relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes notamment ses articles 6, 7, 9, 10, 11, 13, et 17

VU le décret 80923 du 21.11.1980 fixant la procédure d'insubordination des zones de réglementation spéciale prévues aux articles 6 et 9 de ladite loi ;

VU les délibérations du Conseil Municipal en date du 22.6.1981 et 18.11.81 et du 31.3.83 sollicitant la création sur le territoire de la commune des zones de publicité spéciales et désignant les représentants du Conseil Municipal chargés de participer au groupe de travail

VU l'arrêté préfectoral du 1er Mars 1982 créant le groupe de travail chargé d'élaborer des zones de publicité spéciales ;

VU le projet élaboré par ledit groupe de travail ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 12 Juillet 1984 approuvant le projet de réglementation ;

VU l'avis de la commission départementale des sites perspectives et paysages en date du 17.10

ARTICLE 1er

Est qualifiée de zone de publicité restreinte N° 1 la zone "rayures oranges" représentée sur le plan joint en annexe et délimitée ainsi qu'il suit :

L'Hexagone site inscrit à l'inventaire départemental (arrêté du 10.3.1977) avec murs côté centre ville inclus.

ARTICLE 2

Dans cette zone la publicité est soumise aux prescriptions suivantes :

- Affichage autorisé seulement aux carrefours des rues aux conditions suivantes :

- 2 panneaux muraux dans le sens de la circulation dimensions maxi 2,40m x 1,60m

Saillie maxi par rapport au mur 0,10 m

Hauteur maxi 4,50m

Distance par rapport au sol 2m

- Mobilier urbain autorisé en raison des services qu'il peut rendre mais le respect des abords des Monuments Historiques de la Ville Basse c'est à dire d'une zone de visibilité de 100 m où il est interdit.

- panneaux d'affichage libre autorisé en quelques points du Centre.

ARTICLE 3

Est qualifiée de zone de publicité restreinte n° 2 la zone "rayures bleues" représentée sur le plan joint en annexe et délimitée ainsi qu'il suit :

Les boulevards et les murs des immeubles côté périphérie
J. Jaure, O. Sarraut, Marcou, Varsovie, Barbes, C. Pelletan.

ARTICLE 4

Dans cette zone la publicité est soumise aux prescriptions suivantes :

- panneaux muraux autorisés dimensions maxi 2,40m x 1,60 m

Saillie maxi par rapport au mur 0,10m

hauteur maxi 4,50 m

distance par rapport au sol 2 m

RECU A LA PREFECTURE

Le

3 JANV 1985



54 207

- Mobilier urbain autorisé

- Murs pignons autorisés sur retour côté extérieur des boulevards

- Panneaux portatifs autorisés à condition qu'il existe une distance de 100 mètres minimum d'un panneau à l'autre entre supports publicitaires de même catégorie. Le point zéro étant l'angle du Square Gambetta et du Boulevard Jean Jaures.

- Panneaux doubles faces autorisés.

ARTICLE 5

Est qualifiée de zone de publicité restreinte n° 3 la zone "rayures vertes" représentée sur le plan joint en annexe et délimitée ainsi qu'il suit :

R.N. 113 (Route de Toulouse du panneau agglomération jusqu'au Boulevard de Varsovie)
 C.D. 149 (rue Bufon du panneau agglomération jusqu'au Pont S.N.C.F.)
 C.D. 119 (Route de Montreuil du panneau agglomération jusqu'au Boulevard Barbès)
 C.D. 33 (Route de Brie du panneau agglomération jusqu'au Boulevard Barbès)
 C.D. 118 (Route de Limoux du carrefour des Pyrénées jusqu'au Boulevard Marcou)

ARTICLE 6

Dans cette zone la publicité est soumise aux prescriptions suivantes :

- Le régime général fixé par la loi de 1979 sera maintenu à une seule exception : respect d'une distance de 100 m minimum de panneaux à panneau entre supports publicitaires de même type : 100 mètres pour chacun des côtés de la voie, le point zéro étant la jonction entre chaque route et le boulevard correspondant et pour la rue Bufon (C.D. 149) le point zéro est le Pont S.N.C.F.

- Mobilier urbain autorisé.

ARTICLE 7

Est qualifiée de zone de publicité restreinte n° 4 la zone "rayures noires" représentée sur le plan joint en annexe et délimitée ainsi qu'il suit :

Zone délimitée par :

- le bord Nord de la 113 inclus
- l'avenue Achille Mir côté Ouest
- la ligne S.N.C.F. BORDEAUX - MARSEILLE

ARTICLE 8

Dans cette zone la publicité est soumise aux prescriptions suivantes :

- panneaux muraux
- surface maxi 12 m²
- Hauteur maxi par rapport au sol 6 m
- Saillie par rapport au mur 0,10 m
- distance par rapport au sol 2 m
- panneaux portatifs
- surface maxi 12 m²
- Hauteur maxi par rapport au sol 6,00 m
- distance par rapport aux limites séparatives des propriétés voisines égale à la hauteur entière du panneau
- distance par rapport au sol 0,50 m
- distance par rapport à une baie de 10 m
- mobilier urbain autorisé

ARTICLE 9

Est qualifiée de zone de publicité restreinte n° 5 la zone "rayures rouges" représentée sur le plan joint en annexe et délimitée ainsi qu'il suit :

Berges de l'Aude proprement dites de l'entrée de la Ville par le CD 118 (Route de Limoux comprise) jusqu'à la ligne SNCF Bordeaux-Marseille

Triangle dont les limites sont :

- La ligne SNCF Bordeaux - Marseille
- La route Minervoise
- et la zone de protection de la Rocade Nord
- Berges du Canal du Midi proprement dites du CD 118 route Minervoise jusqu'au pont des Allées d'Iéna, Jardin André Chenier compris.

ARTICLE 10

Dans cette zone la publicité est soumise à la prescription suivante :

Zone de publicité totalement interdite

ARTICLE 11

Est qualifiée de zone d'application de la réglementation générale n° 1 la zone "couleur rouge" représentée sur le plan joint en annexe et délimitée ainsi qu'il suit :

Périmètre de protection de la cité-Liaison Sud comprise

ARTICLE 12

Dans cette zone la publicité est soumise à la prescription suivante :

publicité totalement interdite

ARTICLE 13

Est qualifiée de zone d'application de la réglementation générale n° 2 la zone sans couleur représentée sur le plan joint en annexe et délimitée ainsi qu'il suit :

Le reste de l'agglomération et les Hameaux

ARTICLE 14

Dans cette zone la publicité est soumise à la prescription suivante :

Application de la loi du 29 Décembre 1979

ARTICLE 15

Est qualifiée de zone de publicité n° 1, la zone "rayures mauves" représentée sur le plan joint en annexe et délimitée ainsi qu'il suit :

- Le long de la voie qui relie la R.N. 119 à la R.N. 118
- Le long de la R.N. 113 du côté gauche dans le sens Carcassonne - Toulouse jusqu'au carrefour de Pennautier
- Le long de la R.N. 113 (Route de Narbonne) du côté gauche dans le sens Carcassonne - Narbonne sur 1900 m des plaques de l'agglomération jusqu'au Pont de l'autoroute
- rue Buffon des plaques de l'agglomération jusqu'au carrefour de la Minervoise sur les deux côtés.
- Route de Montréal, des plaques de l'agglomération jusqu'au Pont de la Rocade des deux côtés
- Route de Bram, des plaques de l'agglomération jusqu'au Pont de la Rocade des deux côtés

ARTICLE 16

Dans cette zone la publicité est soumise aux prescriptions suivantes :

- panneaux autorisés
- surface maximum 12 M2
- Distance d'un panneau à un autre de 100 m minimum, le point zéro étant les plaques d'agglomération sauf pour la voie qui relie la RN 119 à la RN 118 le point zéro étant le carrefour entre la Rocade Ouest et le CD 118.
- Distance de recul par rapport au bord de la chaussée de 20 m
- Mobilier urbain autorisé.

ARTICLE 17

Est qualifiée de zone de publicité autorisée n° 2 la zone "rayures jaunes" représentée sur le plan joint en annexe et délimitée ainsi qu'il suit :

- Le long de la voie qui relie la R.N. 113 à la R.N. 119 (voie express)

ARTICLE 18

dans cette zone la publicité est soumise aux prescriptions suivantes :

- Panneaux autorisés

Surface maximum 12 m²

Distance d'un panneau à un autre 100 m minimum, le point zéro étant le croisement

entre la route de Mirepoix et la Rocade Ouest.

Distance de recul par rapport au bord de la chaussée de 200 m.

ARTICLE 19

Pour les enseignes et préenseignes seule la loi du 29.12.1979 est applicable.

ARTICLE 20

Le présent arrêté sera affiché en Mairie et tenu à la disposition du public

ARTICLE 21

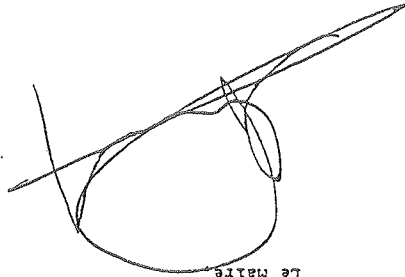
Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions du chapitre 4 de la loi susvisée.

ARTICLE 22

Monsieur le Maire de la Ville de Carcassonne, Monsieur le Secrétaire Général de la Mairie et Monsieur le Commissaire de Police sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, à l'Hôtel de Ville
Le 27 Décembre 1984

Le Maire



ARRÊTÉS

N° 00808

N° 360

REGLEMENTATION DE LA PUBLICITE

Le Maire de la Commune de Carcassonne, Chef-Lieu du Département de l'Aude ;

Vu le Code des Communes ;

Vu la loi 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité aux enseignes et préenseignes notamment ses articles 17 à 20 ;

Vu le décret 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes et notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu l'avis de la Commission Départementale des sites perspectives et paysages en date du 3 juillet 1985 ;

ARTICLE

- ARTICLE 1er.- Les enseignes contribuant de façon déterminante à la mise en valeur des activités qui sont exercées dans les zones industrielles ou artisanales, il est dérogé à l'article 6 du décret visé ci-dessus qui impose une surface maximum de 16 m2 pour les enseignes situées dans les agglomérations de plus de 10000 habitants.

- ARTICLE 2.- Cette dérogation ne concerne que les zones NA et UE du Plan d'Occupation des Sols de Carcassonne à la condition expresse que ces zones ne soient pas situées dans les sites inscrits et périmètre Monuments Historiques. Les zones NA et UE sont définies dans le plan ci-joint.

- ARTICLE 3.- Toutes implantations d'enseignes dans ces zones devront faire l'objet d'une demande préalable auprès des Services de la Mairie.

- ARTICLE 4.- Monsieur le Maire de la Ville de Carcassonne, Monsieur le Secrétaire Général de la Mairie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne à l'Hôtel de Ville le 22 Novembre 1985

Le Maire,

